Initiatives ministérielles

tout à fait en désaccord avec ceux qui ont manifesté leur mécontentement devant le comité législatif en déclarant qu'ils n'avaient pas été consultés.

Les comités législatifs font partie du processus de consultation. En notre qualité de députés, du moins les députés de l'arrière-ban, nous prononçons parfois des discours pour demander plus de participation et plus d'influence. Je crois sincèrement que le comité législatif permet de consulter les gens directement concernés et intéressés à un projet de loi et que cette consultation peut être efficace.

J'ai fait partie de tous les comités législatifs du secteur juridique depuis neuf ans et je pense que seuls un ou deux projets de loi n'ont pas été modifiés à l'étape du comité. À mon avis, c'est excellent. Que les amendements soient proposés par un député ministériel, par un député du Parti libéral ou du Nouveau Parti démocratique, en notre qualité de membres du comité, nous devons les étudier tous également, sans aucun esprit de parti, et voir si on peut les incorporer.

On a apporté d'excellentes modifications à ce projet de loi. Je ne dis pas que ce projet de loi n'était pas bon et je n'en conviendrai pas. C'était une mesure formidable qui devait permettre de réaliser de grand progrès, mais je crois qu'on a pu l'améliorer à l'étape de l'étude en comité.

Toute personne qui veut, sérieusement et de façon impartiale, examiner ce que nous avons fait au comité législatif reconnaîtra, je pense, que le projet de loi a été amélioré, comme cela devrait normalement se produire. C'est comme cela que notre régime parlementaire devrait fonctionner, notamment lorsque de simples députés consacrent du temps à l'étude de projets de loi. Je pense aussi que les groupes qui comparaissent devant le comité l'apprécient.

Les députés qui ont siégé à ce comité législatif se rappelleront qu'un des derniers témoins, le professeur Bala, a soulevé de nombreuses questions intéressantes devant le comité. Il a notamment demandé pourquoi nous faisons une distinction en ce qui concerne la corroboration du témoignage d'enfants. Cette question est excellente et je crois en connaître la réponse. C'est qu'il a fallu beaucoup de temps au Parlement pour qu'il s'attaque au problème du témoignage d'enfants.

En adoptant le projet de loi C-15, il y plusieurs années, nous avons apporté des modifications fondamentales, mais je pense que nous essayons toujours de dissiper les malentendus issus de la common law concernant le témoignage d'enfants devant les tribunaux, la présomption selon laquelle ce témoignage est suspect ou les enfants ont tendance à mentir dans ce cas-là. À mon avis, cette

façon de penser typique du XIX^e siècle est maintenant discréditée.

Quand un homme comme le professeur Bala se présente devant le comité et demande la raison d'être de cette distinction, on se demande pourquoi nous ne devrions pas éliminer tout renvoi à la corroboration du témoignage d'enfants; si c'est logique, pourquoi ne le faisons-nous pas? Le processus est sain et reflète la façon dont un comité devrait fonctionner.

J'ai une entière confiance dans ce projet de loi qui a été attentivement rédigé par les fonctionnaires du ministère de la Justice, sous la direction de leur ministre. C'est un excellent projet de loi qui fera en sorte que la qualité de vie au Canada sera meilleure, car le processus d'étude au comité législatif aura permis d'y apporter des améliorations fondamentales.

Ce projet de loi envoie un message à ceux qui accordent une attention non désirée aux autres, qui sont généralement des femmes. Dans la grande majorité des cas, quand il est question de traque, ce sont des femmes qui sont victimes et qui font l'objet d'une attention non désirée persistante et répétitive. Nous avons envoyé un message à ceux qui les harcèlent en inscrivant dans le Code criminel que s'ils veulent agir comme cela, s'ils veulent poursuivre ce genre d'activités, ils commettent une infraction criminelle qui, au Canada, risque d'entraîner des poursuites et un emprisonnement.

Grâce au libellé actuel, je pense que ce message est plus clair. Quand ce projet de loi a été renvoyé au comité législatif, il était question d'une infraction d'intention spécifique. Nous avons entendu plusieurs personnes et membres du comité législatif dire que nous allions faire de cette infraction une infraction d'intention générale plutôt que spécifique.

• (1215)

Encore une fois, nous avons élargi la portée du projet de loi de façon à faire comprendre aux intéressés que certaines activités d'une personne qui en affectent une autre ne seront pas tolérées au Canada.

Certains font aussi valoir que la notion de critère raisonnable pourrait poser des problèmes. Traditionnellement, en vertu de la common law britannique et de notre système de justice pénale, le critère appliqué est celui de l'homme raisonnable. Dans la plupart des cas de harcèlement criminel, les victimes sont des femmes. Des groupes ont dit qu'ils ne voulaient pas qu'on applique le critère de l'homme raisonnable. Il faut plutôt tenir compte de toutes les circonstances pertinentes.

L'une des modifications porte que la personne qui craint pour sa sécurité doit pouvoir se sentir raisonnablement en sécurité en toutes circonstances. Par conséquent, nous envoyons un message aux tribunaux afin qu'ils tiennent compte de la place intégrale qu'occupe